

Washington préconise un protectorat international sur le Liban

(<http://www.voltairenet.org/article12431.html>)

Les médias régionaux et internationaux ont souligné la gravité de la situation au Liban avec la poursuite des assassinats politiques, le dernier en date étant celui du député Antoine Ghanem. Washington a adressé des messages forts à la coalition au pouvoir, lui conseillant de demander officiellement une protection internationale d'une manière dépassant le simple déploiement d'observateurs.

21 septembre 2007

Tendances et événements au Liban

Les médias israéliens ont consacré une large couverture à la forte résistance des combattants palestiniens face aux incursions israéliennes en dépit de la poursuite de l'étroite coordination entre l'État hébreu et les services de sécurité relevant de l'Autorité palestinienne. Des bilans publiés par la télévision israélienne indiquent que tous les jours, des soldats sont tués ou blessés en Cisjordanie, et plus particulièrement dans les camps de ce territoire. Les pertes israéliennes sont en augmentation constante, alors que l'arrestation des membres des cellules de résistants, qui appartiennent à une nouvelle génération, semble extrêmement difficile.

De nombreux analystes voient dans ces événements le début d'une transformation de la rue palestinienne. Convaincue que l'Autorité de Mahmoud Abbas n'arrivera pas à obtenir des Israéliens la moindre concession significative, l'opinion publique palestinienne commence à resserrer les rangs autour des mouvements de résistance. Le fait qu'Israël ait décrété la Bande de Gaza « entité hostile » illustre, aux yeux des Palestiniens, les intentions belliqueuses de l'État hébreu. La représentativité, la légitimité et la crédibilité du Hamas et des autres formations résistantes s'en voient, du coup, renforcées, en Cisjordanie et au sein de la diaspora.

Des sources palestiniennes assurent que le dialogue initié par le Hamas avec des formations palestiniennes du centre va aider le mouvement à briser le blocus multiforme qui est imposé par les Israéliens et leurs partenaires de l'Autorité palestinienne. Le fait que le mouvement ait réussi à maintenir une unité politique et sécuritaire à Gaza va l'aider à faire face avec plus d'efficacité à toute opération militaire israélienne d'envergure. La direction du Hamas occupe, aux yeux des Palestiniens, l'image d'un mouvement qui défend les constantes nationales palestiniennes et du plus coriace adversaire d'Israël. Cette équation va renforcer le choix de la résistance au détriment de l'option des concessions politiques offertes sans contreparties par l'Autorité au nom du règlement pacifique du conflit.

Presse et agences internationales

- Le chef de l'opposition en Israël Benjamin Netanyahu s'est trouvé sous le feu de la critique jeudi pour avoir confirmé la veille que l'État hébreu avait bien mené une attaque aérienne en Syrie il y a deux semaines.

Rompant un silence inhabituellement long de la part des dirigeants israéliens et alors que les spéculations se sont multipliées sur la cible de ce raid, Netanyahu, un ancien Premier ministre, a déclaré qu'il apportait son soutien au Premier ministre Ehud Olmert à ce sujet.

« Quand un Premier ministre fait quelque chose d'important à mes yeux et nécessaire pour la sécurité d'Israël, je lui apporte mon soutien. J'ai été un partenaire dans cette opération depuis le début et je lui apporte mon soutien », a-t-il dit dans une interview à la Première chaîne de télévision.

Lorsqu'on lui a demandé s'il avait personnellement félicité Ehud Olmert à propos de l'attaque aérienne, Netanyahu a répondu « oui » mais il a refusé de donner des détails sur cette attaque.

L'apparente gaffe de M. Netanyahu, le chef du parti Likoud, faisait la Une des journaux jeudi et était largement commentée par les radios. « Netanyahu a brisé le mur du silence », écrit le quotidien Maariv. « Netanyahu revendique l'attaque en Syrie », a renchéri le Yediot Aharonot, plus grand tirage du pays.

Les rivaux politiques, nombreux, de M. Netanyahu l'ont fustigé : « Bibi (le sobriquet de Netanyahu) reste le même. Je ne sais pas s'il l'a fait par stupidité, folie ou par volonté de prendre le train en marche, de se présenter comme un partenaire et de voler le crédit », a déclaré à la radio le secrétaire général du parti travailliste Eitan Cabel. « C'est une conduite très dangereuse qui montre que l'homme n'est pas digne de diriger », a-t-il ajouté.

Le député du Likoud, Youval Steinitz, un proche de M. Netanyahu, a reconnu que ses remarques « n'étaient pas sages », tout en insistant qu'elles ne mettaient pas en danger la sécurité de l'État.

La présidence du Conseil s'est officiellement refusé à tout commentaire. mais un responsable du gouvernement parlant sous couvert d'anonymat a affirmé que les propos de M. Netanyahu étaient « totalement irresponsables ».

La Syrie a affirmé que sa défense antiaérienne avait tiré le 6 septembre sur des appareils israéliens ayant violé son espace aérien. Elle a déposé une plainte devant l'Onu et affirmé que les appareils avaient largué des « munitions » sans cependant en présenter des images.

MAARIV (QUOTIDIEN ISRAELIEN)

Menahim Ben affirme dans un article qu'il est enclin à croire les rapports syriens au sujet du raid mené par l'aviation israélienne en Syrie, plutôt que les informations vagues et imprécises distillées par des sources israéliennes et reprises par la presse internationale dans un objectif sans précédent visant à glorifier le gouvernement et l'armée d'Israël. L'opération menée par l'aviation israélienne est peut-être le fruit de rapports de renseignement suspects. Elle rappelle la capture du citoyen libanais Hassan Nasrallah (présenté comme le secrétaire général du Hezbollah alors qu'il s'agissait d'un homonyme, ndlr) dans un hôpital de Baalbeck durant la guerre de l'été 2006.

Malgré les rumeurs et le tapage médiatique, ce raid pourrait n'être qu'une bulle de savon. La Syrie a-t-elle vraiment des ambitions nucléaires ? Si tel est le cas, comment Ehud Olmert tient-il des propos élogieux à l'égard du président Bachar el-Assad ?

La version selon laquelle deux ou trois avions israéliens ont empêché la Syrie de se doter de l'option nucléaire me paraît absolument invraisemblable. Je ne crois aucun de nos correspondants qu'il suffit de mettre dans le secret d'un raid qui n'a peut-être pas eu lieu pour les priver de tout esprit critique.

AL-BAYAN (QUOTIDIEN EMIRATI)

L'assassinat du député Antoine Ghanem avait visiblement pour objectif de torpiller l'initiative du président du Parlement libanais, Nabih Berri, qui avait reçu un large soutien arabe et international. Cette initiative avait réussi à ouvrir une brèche dans le mur de la crise libanaise qui, à deux mois de la fin du mandat, peut emprunter deux voies antagonistes : soit une entente est conclue, permettant de réduire la tension. Soit le compromis est introuvable et le pays risque un vide institutionnel ouvert à toutes les options : le chaos ou pire encore.

Les Libanais n'ont plus le luxe du temps. Ils sont invités à s'entendre sur une formule d'entente avant que le Liban ne soit assassiné.

Audiovisuel international

AL-ALAM (CHAÎNE IRANIENNE ARABOPHONE)

Émission : Déclaration exclusive

Invité : Ahmad Abou Halbiya, député palestinien (Hamas)

Condoleezza Rice n'apporte jamais le bien au peuple palestinien. C'est un oiseau de mauvais augure.

Lors de sa tournée actuelle, elle va poursuivre son complot contre les intérêts du peuple palestinien pour servir Israël.

Condoleezza Rice et son homologue israélienne, Tzipi Livni, ont décrété lors d'une conférence de presse commune Gaza « entité hostile ».

Tendances et événements au Liban

Le communiqué publié par l'ambassade des États-Unis à Beyrouth sommant les députés de l'opposition de ne pas boycotter la séance de l'élection présidentielle, constitue une ingérence flagrante dans les affaires internes libanaises. Il s'inscrit pleinement dans la démarche du 14-mars qui vise à internationaliser la crise libanaise et l'échéance présidentielle en exploitant d'une manière indigne l'assassinat du député Antoine Ghanem. C'est en tout cas ce à quoi a appelé ouvertement l'administration Bush. Cela s'est accompagné d'informations faisant état du déploiement d'observateurs internationaux sous prétexte de surveiller et de protéger l'élection présidentielle.

Le 14-mars continue sa campagne d'accusations contre la Syrie, comme il le fait immédiatement après chaque attentat depuis l'automne 2004. Pourtant, c'est lui qui tient tous les rênes du pouvoir et contrôle les services de sécurité. Et malgré l'aide directe du FBI et d'autres agences de pays occidentaux, il n'a jamais pu élucider un seul des nombreux crimes et attentats commis au Liban ces trois dernières années. Jamais le 14-mars n'a présenté une preuve tangible soutenant ses accusations de nature politique. La seule fois où des preuves et des accusés ont été montrés à l'opinion publique, c'est lors des combats de Nahr el-Bared. Mais là, c'était l'armée qui contrôlait la situation. Et les investigations ont prouvé le contraire de ce que la coalition au pouvoir prétendait : Fatah al-Islam est une branche « d'al-Qaïda » et non pas un instrument des services de renseignement syriens. Le commandant en chef de l'armée, le général Michel Sleimane, et le chef du renseignement militaire, le général Georges Khoury, se sont attirés les foudres des loyalistes lorsqu'ils ont révélé les résultats des investigations qui sont toujours en cours. L'enquête a montré qu'une grande partie des combattants de Fatah al-Islam sont entrés au Liban via l'aéroport. Beaucoup sont Saoudiens et d'autres nationalités arabes. Ils ont bénéficié de facilités de la part de certains services liés au 14-mars. Les demandes répétées de l'opposition de former une commission d'enquête pour faire la lumière sur Fatah al-Islam sont restées sans réponses.

Dans son processus d'internationalisation de la présidentielle libanaise, Washington a recours au meurtre et à la propagande anti-syrienne. C'est pour cela qu'une source dirigeante de l'opposition libanaise affirme qu'il faut prendre au sérieux les mises en garde des faucons du 14-mars sur la poursuite de la vague d'assassinats. À chaque fois que Walid Joumblatt et Samir Geagea s'attendent à de nouveaux assassinats, leurs prophéties se réalisent. La machinerie mise en place pour exécuter le plan états-unien est impitoyable. Elle ne se soucie pas du nombre de victimes et du sang versé.

Les États-Unis veulent coûte que coûte transformer le Liban en plate-forme principale dans leur repositionnement stratégique au Moyen-Orient après leur échec en Irak.

Articles relatifs au Liban

AS-SAFIR (QUOTIDIEN PROCHE DE L'OPPOSITION)

Washington a envoyé des messages aux forces de la majorité leur conseillant de demander une protection internationale qui va au-delà du déploiement de simples observateurs pour englober le contrôle de la frontière libano-syrienne. L'objectif est de surveiller les frontières terrestres et aériennes à travers une force semblable à la Finul. Une source diplomatique occidentale à Beyrouth a reflété ce climat en exprimant ses craintes de voir le centre de Beyrouth (où l'opposition observe un sit-in depuis le 1er décembre 2006, ndlr) devenir un lieu de violence. Une allusion à de possibles confrontations armées entre le pouvoir et l'opposition.

AN-NAHAR (QUOTIDIEN PROCHE DU 14-MARS)

Le député Antoine Ghanem va être enterré aujourd'hui lors de funérailles populaires massives. La sécurité des députés lors de la séance de l'élection présidentielle du 25 septembre est en tête des préoccupations. Les forces du 14-mars réclament une protection arabe et internationale pour l'échéance présidentielle. Le Conseil de sécurité demande pour sa part la fin de la terreur au Liban. Le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-Moon, a de son côté affirmé qu'il ne souhaitait pas voir deux gouvernements rivaux au Liban.

AL-AKHBAR (QUOTIDIEN PROCHE DE L'OPPOSITION)

Dans son communiqué publié jeudi, le 14-mars réclame un protectorat international direct sur le Liban.

Tendances est un bulletin quotidien de veille politique sur le Proche-Orient, réalisé par l'agence New Orient News à Beyrouth. Retrouvez-le sur Voltairenet.org, en versions arabe, anglaise et française. Consultez également Indicators, le bulletin quotidien de veille économique sur le Proche-Orient, disponible en versions anglaise et arabe.